



**Université
de Lille**

Dialogue de gestion 2018/2019

**Propositions d'arbitrages campagne emplois
Grandes masses budgétaires
Note de cadrage du plan de redressement**

Notre situation actuelle

- Des indicateurs d'une situation difficile

Un taux de masse salarial trop élevé. Il devrait passer de 85% à 83% de nos recettes décaissables ce qui impose 9 M€ d'économies à réaliser.

Une Capacité d'Autofinancement et un Fond de Roulement trop faibles ne permettant aucune marge de manœuvre. En effet, le FdR réellement mobilisable est inférieur à 1M d'€

Un Programme Pluriannuel d'Investissement que nous ne pouvons pas assumer >30Md'€ et que nous devons redimensionner.

- Des maquettes en pleine évolution dans l'objectif 2020 – 2024
- Une rationalisation des formations à mettre en place
- Une évolution des composantes :

Effective = qui doit être accompagnée

A venir = dont les besoins doivent être définis

Notre situation actuelle

- Un manque de visibilité :

- > Pas de confirmation de notre SCSP (= aucune visibilité MS)

- > Pas d'indication sur la compensation GVT, indices...

(GVT => d'augmentation mécanique chaque année de la MS)

= pas de projection possible sur nos recettes

MAIS

- > de nombreux contrats de recherche

- > des recettes de T.A. en hausse

- > Une position forte sur la FC

= une stratégie de ressources propres bien engagée

Rappels de la lettre de cadrage

Face à cette situation :

- Le maintien d'une politique de titularisations des contractuels (Sauvadet, concours).
- Le déploiement des postes dans le cadre de la loi ORE.
- Le maintien de 100% des contrats doctoraux.
- Le non remplacement systématique des départs en retraite BIATSS/EC
- Le déploiement d'une politique d'encouragement à la mobilité interne.
- Une priorisation des attributions des postes aux composantes, unités de recherches, services et formations en tension à cause d'un déficit d'encadrement.
- Des besoins objectivés en enseignement et recherche exprimés lors des arbitrages au sein des conseils restreints des composantes.
- Un nécessaire accompagnement de la décentralisation et de la responsabilisation des composantes dans le contexte de leur redimensionnement en cohérence notamment avec l'objectif de création de l'Université Lille Nord-Europe.

Données de contexte

M.S. libérée suite départs en retraite (en fonction des dossiers reçus)

Catégorie d'agents	Nbre d'agents ayant déposé	Masse salariale libérée *	
		année 2019	en année pleine
BIATSS	12	430 558 €	697 676 €
Enseignants-chercheurs	20	1 099 893 €	2 263 805 €
PUPH-MCFPH	4	176 288 €	528 865 €
Enseignants 2nd degré	1	36 883 €	91 572 €
	37	1 743 622 €	3 581 918 €
<i>soit hors PUPH-MCFPH</i>	33	1 567 334 €	3 053 053 €

Enseignants-Chercheurs				
Nombre de postes PR	Nombre de postes MCF	Nombre de postes EC (PR+MCF)	Coûts prévisionnels	
			année 2019	en année pleine
23	30	53	1 263 440 €	3 790 320 €

Catégorie d'emploi	Occupation par des titulaires	Occupation par des ANT	Vacance temporaire	Vacance	Postes réservés invités	Nombre total
PR	600	20	2	19	2	643
MCF	1 266	85	12	34		1 397
Total	1 866	105	14	53	2	2 040

SOURCE : SIRH Harpege au 1/10/2018 et tableaux de suivi

Bilan de l'occupation des postes EC-rentree 2018

Données de contexte

M.S. libérée suite départs en retraite (en fonction des dossiers reçus)

Catégorie d'agents	Nbre d'agents ayant déposé	Masse salariale libérée *	
		année 2019	en année pleine
BIATSS	12	430 558 €	697 676 €
Enseignants-chercheurs	20	1 099 893 €	2 263 805 €
PUPH-MCFPH	4	176 288 €	528 865 €
Enseignants 2nd degré	1	36 883 €	91 572 €
	37	1 743 622 €	3 581 918 €
<i>soit hors PUPH-MCFPH</i>	33	1 567 334 €	3 053 053 €

! MAÎTRISE M.S. !

Enseignants-Chercheurs				
Nombre de postes PR	Nombre de postes MCF	Nombre de postes EC (PR+MCF)	Coûts prévisionnels	
			année 2019	en année pleine
23	30	53	1 263 440 €	3 790 320 €

Catégorie d'emploi	Occupation par des titulaires	Occupation par des ANT	Vacance temporaire	Vacance	Postes réservés invités	Nombre total
PR	600	20	2	19	2	643
MCF	1 266	85	12	34		1 397
Total	1 866	105	14	53	2	2 040

SOURCE : SIRH Harpege au 1/10/2018 et tableaux de suivi

Bilan de l'occupation des postes EC-entrée 2018

Demandes formulées

Demandes enseignants chercheurs

- ✓ 135 demandes EC (59 PR 76 MCF) (=>9659460€ de MS)

Demandes	MCF	%/Total	Pr	%/Total
Sous total DEG	18	24%	13	22%
Sous total santé	9	12%	4	7%
Sous total SHS	23	30%	18	31%
Sous total ST	26	34%	24	41%

Près de 30 demandes de créations de postes

Demandes BIATSS

✓ 221 demandes

47 services centraux

137 composantes

30 services communs

7 demandes plateformes prioritisées (*hors demandes via composantes*)

->49 créations de postes

-> demandes de pérennisation (Cdd -> Cdi, mises au concours...)

-> remplacements départs en retraite

Propositions d'arbitrages

Proposition d'arbitrage EC

- ✓ 9 postes PRAG/PRCE (hors ORE)
- ✓ 15 Postes ORE : 1 IGE, 6 PRAG/PRCE, 8 MCF (M.S. à part)

Catégorie	Nombre de postes	Coûts prévisionnels	
		année 2019	en année pleine
Maîtres de conférences	11	233 200 €	699 600 €
Enseignants 2nd degré Titulaires	3	66 000 €	198 000 €
	14	299 200 €	897 600 €
Recrutement ORE (CDD Biatss)	1	43 711 €	43 711 €
	15	342 911 €	941 311 €

- ✓ Pas de publication de poste de titulaire EC en dehors des postes ORE MAIS accompagnement par des postes contractuels au début 2019 pour les filières en sous effectifs et en tension
=> en fonction des remontées du DG.

Proposition de répartition des postes ORE

Postes TITULAIRES (alors que l'état donne de la M.S.)

- FSES en attente de confirmation Conseil de Faculté
- FSJPS en attente du Conseil de Faculté
- FSJPS en attente du Conseil de Faculté
- FSJPS en attente du Conseil de Faculté
- LLCE Licence LLCER anglais (PRAG/PRCE)
- LEA Licence LEA Français (PRAG/PRCE)
- Humanités Sciences du Langage (Lab. STL) Licence (MCF)
- DECCID Licence Sciences de l'éducation, Lab. CIREL (MCF)
- Psychologie Licence Psychologie (IGE)
- FSSEP Licence Staps,; Physiologie de l'exercice, Lab. UREPSS (2 PRAG/PRCE + 1 MCF)
- IUT A Informatique (PRAG/PRCE)
- IUTA Gestion des administrations et des entreprises (PRAG/PRCE)
- IUT B DUT en attente du Conseil de Faculté

Filières
en tension

Proposition d'arbitrage BIATSS : volumétrie générale

- ✓ 34 postes BIATSS ouverts tous secteurs, aux concours pour les composantes
- ✓ 6 soutiens temporaires supplémentaires pour les composantes
- ✓ 17 postes BIATSS ouverts au concours pour les services centraux et communs
- ✓ 16 soutiens temporaires supplémentaires pour les services centraux et commun
- ✓ 18 postes BIATSS ouverts en concours/pérennisation

- ✓ 11 Créations de postes
 - ✓ *Secrétariat administratif et pédagogique : FSJPS, LEA, FSSEP, Médecine, Psychologie*
 - ✓ *Postes administratifs : SHAP & Humanités*
 - ✓ *Infirmière : médecine étudiante*

Focus recherche

BIATSS, Service centraux:

2 postes serv. Rech. M. Lecoutre (affaires doctorales et analyse activité de recherche)

1 poste serv. Valorisation (édition et référencement numérique)

2 postes STIFF (gestions de contrats de recherche)

Plateformes

4 postes maintenus plateformes, + 1 support demandé mais financement ressources propres.

2 mise au concours maintenue suite concours infructueux.

1 titularisation IGE

1 TCH en remplacement départ en retraite

Postes dans les UR arbitrés dans les composantes

2 IGR, 3 IGE CDD maintenus

1 IGE ->CDi

2 TCH CDD maintenus

1 TCH -> CDi

1 ATRF -> CDi

2 demandes d'évaluation sur potentiel de financement par la recherche (IGE/IGR)

Au bilan...

Catégorie d'agents	Nbre d'agents ayant déposé	Masse salariale libérée *	
		année 2019	en année pleine
BIATSS	12	430 558 €	697 676 €
Enseignants-chercheurs	20	1 099 893 €	2 263 805 €
PUPH-MCFPH	4	176 288 €	528 865 €
Enseignants 2nd degré	1	36 883 €	91 572 €
	37	1 743 622 €	3 581 918 €
<i>soit hors PUPH-MCFPH</i>	33	1 567 334 €	3 053 053 €

M.S. dégagée (AP) :
3581918

Coût campagne (AP) :
3900520

Différence -> 2020
-318632

Soit : $\approx 0,07\%$ de MS
= MAITRISE de la MS

TOTAL campagne 2019	142	1 694 040 €	3 900 520 €
----------------------------	------------	--------------------	--------------------

Les grandes masses du budget 2019

Résumé des grandes masses dépenses

- Masse salariale : 457428414,80 €

Rappel : B.I. 2018 : 449,2M€ € / BR2 : 451,5 M€

- Fonctionnement : 121316000 € avec un effort fait de -7M€ réalisé suite aux demandes mais sans toucher aux composantes

Rappel : BI 2018 : 110,8M€ - BR2 : 117,8

- Investissement : 28268932 € avec un effort fait de -6,5 M€ réalisés là encore sans toucher aux demandes PPI/GER des composantes ni leur investissement.

BI2018 : 31,7 M€, BR2 : 31,2 M€

Résumé des grandes masses budgétaires

Dépenses :

- Masse salariale : 457,4M €
- Fonctionnement : 121,3M €
- Investissement : 28,2M €

⇒ Somme des dépenses : 606,9 M€

Recettes :

- SCSP : 451, 7M€
- Autres subventions : 128,4 M€
- Financements patrimoine : 11,7M€
- CAF : 14, 3
- Prélèvement FdR : 2,1

=> Somme des recettes : 608,2 M€

Le FdR est de 24 M€ (**22,5 M€ = seuil minimum obligatoire**)

Résultat positif de 1,3 M€

Dans ces recettes, il convient de garder en mémoire :

- Les fonds ORE
- Les fonds Ministère pour la fusion
- Les financements ISite et Fondation sur projets.

**Des mesures pour sortir de
cette situation difficile**

**Co construction d'un plan de
redressement**

- > Démarrage du plan : dès adoption
- > Délai : 1 an => mise en place dans le futur D.G.
- > Méthode : travail **en mode projet** équipe politique, DGS, DGSA ET les services. Ce sont les chefs de projets qui déterminent la composition de leur équipe.
- > **Associer** des responsables de labos, de composantes, des élus, des représentants des personnels et d'étudiants dans les groupes projets => **c'est le plan de l'Université.**
- > Nécessité de **chiffrer** précisément toutes les décisions prises
- > Nécessité d'**évaluer** toutes les actions ce qui implique d'avoir dès la conception des indicateurs de suivi (association du service aide au pilotage, du service qualité, de la DSI).
- > Nécessité de **communiquer** sur toutes les décisions (association du service communication). Information des instances et de la communauté universitaire.

Objectif général 1 : redresser les comptes de l'Université afin d'augmenter la capacité d'autofinancement, le fonds de roulement et en maîtrisant la masse salariale.

Objectif opérationnel 1 : caractériser au mieux la situation et maîtriser la masse salariale

Objectif opérationnel 2 : augmenter nos marges de manœuvre par une politique rigoureuse de maîtrise des dépenses.

Objectif opérationnel 2.1 : réduire les dépenses liées au patrimoine :

Objectif opérationnel 2.2 : réduire les dépenses d'investissement et adopter une politique rigoureuse des dépenses de fonctionnement

Objectif opérationnel 2.3 : rationaliser et maîtriser l'offre de formation

Objectif général 2 : augmenter nos ressources propres

Objectif opérationnel 1 : augmenter les marges sur les financements recherche

Objectif opérationnel 2 : gagner de nouvelles parts de marché en formation continue et apprentissage

Objectif opérationnel 3 : augmenter les sommes perçues dans le domaine des dons, legs, mécénat et T.A.

Objectif opérationnel 4 : augmenter le nombre de financeurs et les sommes perçues pour nos projets patrimoniaux.

Notre trajectoire

Notre université est dans une situation difficile car :
Elle a des indicateurs de MS trop élevés : 85%, GVT...
Elle manque de marge de manœuvre pour investir dans ses projets

A court terme notre objectif est :

- > de maîtriser la MS et notamment l'augmentation mécanique du GVT
- > de regagner les moyens de notre ambition collective

⇒ C'est le but du plan de redressement : travail -> mai, introduction des livrables des groupes dans le DOB et la lettre de cadrage 2019.

⇒ Plus vite nous mettrons en place des mesures efficaces, plus vite nous reviendrons à un modèle stabilisé (certaines orientations déjà prises).

⇒ FdR 30 puis 50 M€ (actuellement 24 M€), CAF 20M€ (cette année 14M €)

Dès que les marges sont revenues :

-DG « classique »

-Mise en place de nos projets d'investissements, de notre politique...

Conclusion

En guise de conclusion

Ce plan de redressement est un signal fort à destination de nos partenaires institutionnels et en premier lieu l'Etat, montrant que **nous prenons nos responsabilités** en nous engageant dans une politique volontariste.

Nous attendons maintenant que l'ETAT et nos partenaires publics et privés locaux prennent leurs responsabilités pour sécuriser la mise en place effective et le bon fonctionnement, dans la région, de la première université de France



Université
de Lille

Merci de votre attention